



# Assemblée générale

Distr. générale  
22 janvier 2021  
Français  
Original : anglais

---

## Soixante-quinzième session

Point 19 a) de l'ordre du jour

**Développement durable : Parvenir  
au développement durable : réaliser  
le Programme de développement durable  
à l'horizon 2030, notamment grâce à l'adoption  
de modes de consommation et de production  
durables, en faisant fond sur Action 21**

### **Lettre datée du 14 janvier 2021, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Ouzbékistan auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint des informations sur les mesures prises par le Gouvernement ouzbek pour mettre concrètement en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 19 a) de l'ordre du jour.

Le Représentant permanent  
(*Signé*) Bakhtiyor **Ibragimov**



**Annexe à la lettre datée du 14 janvier 2021 adressée  
au Secrétaire général par le Représentant permanent  
de l'Ouzbékistan auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : russe]

**Mesures prises par le Gouvernement ouzbek pour poursuivre  
la mise en œuvre des objectifs de développement durable**

Le Gouvernement de la République d'Ouzbékistan continue de prendre des mesures concrètes pour mettre en œuvre les objectifs de développement durable fixés par l'Organisation des Nations Unies.

En 2020, les activités liées à la réalisation des objectifs de développement durable ont été menées dans le contexte de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), qui a mis l'humanité entière aux prises avec une crise mondiale, la plus grande catastrophe des 100 dernières années survenue à cette échelle. Dès le début de la pandémie, les pouvoirs publics et le système national de santé ont adapté leur fonctionnement à ces circonstances exceptionnelles.

Le pays a rapidement mis à disposition quelque 30 000 lits dans les hôpitaux et a fourni aux établissements médicaux des médicaments de première nécessité, du matériel moderne de protection et des outils diagnostiques. Plus de 200 000 travailleurs de la santé et 150 médecins et spécialistes étrangers hautement qualifiés ont été mobilisés pour lutter contre la pandémie. Plus de 600 000 de nos concitoyens ont été rapatriés, et une aide a été fournie à 100 000 nationaux qui se trouvaient à l'étranger dans une situation difficile.

Une série de mesures financées à hauteur de 82 000 milliards de sum ont été adoptées pour atténuer et éliminer les effets de la pandémie. Un fonds dévolu à la gestion de la crise a notamment été créé et alimenté par une allocation budgétaire de 16 000 milliards de sum pour lutter contre la maladie à coronavirus et venir en aide à la population et aux entreprises. En outre, 66 000 milliards de sum ont permis de soutenir concrètement les entreprises publiques, plus de 500 000 entreprises privées et près de 8 millions de citoyens, qui ont bénéficié d'un allègement de l'impôt, de délais pour rembourser leurs prêts et d'une aide pécuniaire.

Dans le cadre d'une campagne nationale axée sur la bienfaisance et le soutien, plus de 800 000 familles disposant de faibles revenus ont reçu une aide matérielle d'un montant total de plus de 1 000 milliards de sum.

Le peuple ouzbek exprime sa gratitude aux responsables de l'Organisation des Nations Unies, de l'Organisation mondiale de la Santé, des institutions financières internationales et aux chefs d'État de la Russie, de la Chine, des États-Unis d'Amérique, de la Turquie, des Émirats arabes unis, de la Corée du Sud, du Japon, de l'Allemagne et d'autres pays pour l'aide matérielle qu'ils lui ont apportée dans la lutte contre la pandémie.

En Ouzbékistan, 2020 a été déclarée Année du développement scientifique, de l'éducation et de l'économie numérique.

Durant l'année écoulée, le pays a vu s'élargir son accès aux marchés financiers internationaux et a émis pour la première fois des euro-obligations à faible taux d'intérêt dans la monnaie nationale représentant 2 000 milliards de sum.

Ont été édifiées 197 compagnies majeures et des milliers de petites et moyennes entreprises et infrastructures. Dans le secteur de l'énergie, les travaux de construction de six nouvelles centrales électriques ont commencé dans le cadre d'un partenariat

public-privé auquel des investisseurs étrangers sont parties prenantes ; le coût total s'élèvera à 2 milliards de dollars, et la puissance cumulée des centrales atteindra 2 700 mégawatts.

À Tachkent, deux nouvelles lignes de métro sont entrées en service, ainsi qu'une ligne aérienne longue de 18 kilomètres.

Les réformes menées dans le secteur agricole, dont la cession de parcelles de terrain à des regroupements et des coopératives, ont permis en un an une augmentation moyenne de 10 % de la récolte du coton. Près de 500 de ces regroupements et coopératives ont été créés dans les secteurs de la culture des fruits et légumes et des céréales, et de l'élevage. Ainsi, en dépit de l'incidence négative de la pandémie, les exportations de fruits et légumes ont rapporté plus d'un milliard de dollars.

Un dispositif d'aide à l'emploi radicalement nouveau, qui cible les familles, les femmes et les jeunes défavorisés, a été introduit dans l'ensemble des districts et des villes, et dans chaque *mahallah* ; il a permis en peu de temps de faire travailler 527 000 personnes.

Plus de 500 compagnies modernes ont entrepris de rejoindre des parcs technologiques disséminés dans tout le pays.

En 2020, 3 000 milliards de sum ont été alloués à l'amélioration du réseau centralisé de distribution d'eau potable, soit cinq fois plus qu'en 2016, et c'est à présent 73 % de la population qui en bénéficie.

En 2020, le nombre de personnes recevant des prestations sociales a doublé jusqu'à atteindre 1,2 million.

En quatre années, le taux de scolarisation des jeunes enfants dans les établissements préscolaires a doublé et s'établit à présent à 60 %. Le nombre de jardins d'enfants, supérieur à 14 000, a été multiplié par trois.

Le nombre des admissions dans les établissements d'enseignement supérieur a été multiplié par 2,5 fois par rapport à 2016 et la proportion des jeunes qui y sont inscrits est passée de 9 % à 25 %.

Pour la première fois, près d'un millier de jeunes filles issues de familles nécessiteuses ont été admises dans des établissements d'enseignement supérieur grâce à des bourses d'État spéciales.

Les réformes se sont poursuivies dans les sphères juridique et judiciaire, donnant lieu notamment à un assouplissement du système des sanctions pénales. En conséquence, 74 % des prévenus ont été condamnés à des peines non privatives de liberté et 616 condamnés, qui purgeaient leur peine et étaient en bonne voie de réinsertion, ont été graciés. En outre, sous l'effet de mesures prises pour garantir l'indépendance des juges, 719 prévenus ont été acquittés.

Dans le cadre d'une opération humanitaire dénommée « Mehr-3 », 98 citoyens, en majorité des femmes et des enfants, ont été rapatriés de Syrie.

Pour la première fois de son histoire, l'Ouzbékistan a été élu membre du Conseil des droits de l'homme de l'ONU. Aux États-Unis, le Département d'État l'a retiré de la liste des pays dans lesquels la liberté religieuse est l'objet d'une surveillance particulière.

Le pays a décrété 2021 Année du soutien à la jeunesse et de l'amélioration de la santé publique.

Durant l'année en cours, il est prévu de faire passer le taux de scolarisation dans l'éducation préscolaire à 65 %, et d'ici la fin de 2023, à 75 %. Dans les localités reculées, d'autres formes de scolarisation des jeunes enfants seront introduites. En coopération avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et la Banque mondiale, un nouveau modèle d'éducation à domicile sera mis en place pour les enfants disposant de capacités limitées.

Deux mille milliards de sum ont été alloués à la construction de 30 écoles et à la remise en état et à la modernisation des équipements de 320 établissements scolaires. Dans les deux années à venir, les autorités vont consacrer 250 milliards de sum à l'introduction d'un système unique d'apprentissage en ligne. Il est prévu que les enseignants en poste dans un établissement distant situé dans un autre district que celui dans lequel ils résident reçoivent une prime égale à 50 % de leur traitement et ceux affectés dans une autre région que la leur, une prime qui doublera leurs émoluments.

Dix écoles présidentielles vont ouvrir leurs portes, ainsi que 197 établissements offrant des cycles d'études spécialisées en chimie, biologie, mathématiques et informatique. L'État ne subventionnera pas moins de 25 % des étudiants inscrits dans les établissements d'enseignement supérieur et il prévoit de doubler le nombre de bourses attribuées aux jeunes filles issues de familles modestes pour le porter à 2 000. Les étudiantes brillantes mais défavorisées sur le plan social se verront attribuer une bourse spéciale.

Dans le souci d'améliorer la continuité des études entre les universités et les structures situées à l'échelon inférieur du système éducatif, les autorités prévoient de placer 65 lycées académiques sous la tutelle d'établissements d'enseignement supérieur, et d'associer étroitement 187 lycées techniques à des universités spécialisées et des entreprises du secteur industriel.

Grâce au soutien de la Fondation El-Yurt Umidi, 100 jeunes gens et jeunes filles pourront pour la première fois suivre des études de licence à l'étranger ; leur nombre est appelé à doubler, voire à tripler, dans les prochaines années.

Il a été décidé d'allouer 100 millions de dollars au développement de l'entrepreneuriat et de l'emploi des jeunes, et de financer les projets d'entreprise et l'apprentissage professionnel de la jeunesse à hauteur de 1 000 milliards de sum et de 50 millions de dollars.

Une réserve de fonds s'élevant à 3 000 milliards de sum a été constituée sur le budget de l'État pour 2021, aux fins de la vaccination de la population contre la maladie à coronavirus 2019. Un montant de 200 millions de dollars permettra d'améliorer la qualité des travaux et les équipements des services d'épidémiologie et de financer la création de laboratoires modernes.

Les enfants âgés de 0 à 15 ans et les femmes enceintes bénéficieront gratuitement de prescriptions de sept sortes de vitamines et de médicaments contre les maladies parasitaires. Ces mesures, qui concerneront 11 millions de personnes en 2021 et 17 millions en 2022, seront financées à hauteur de 100 milliards de sum.

Afin qu'une plus large part de la population ait accès à des établissements dispensant des soins de santé primaires, il est prévu d'ouvrir 315 centres de consultation et 85 polycliniques de médecine familiale.

Dans le cadre du programme axé sur les médecins exerçant en milieu rural, plus de 1 000 praticiens des zones reculées du pays recevront une aide matérielle, qui s'élèvera au total à 30 millions de sum, et un logement de fonction.

Il est prévu d'allouer 250 milliards de sum aux procédures diagnostiques et aux traitements complexes dans le domaine de l'oncohématologie et des pathologies difficiles à traiter. Pour la première fois, plus de 5 000 patients souffrant d'une insuffisance rénale sévère recevront des soins gratuits d'hémodialyse, 140 milliards de sum ayant été réservés à ces fins.

En outre, les hôpitaux régionaux seront dotés de services spécialisés dans le diagnostic et le traitement des maladies endocriniennes. Trente-cinq centres interrégionaux nouvellement créés offriront des soins dans le domaine des pathologies cardio-vasculaires chroniques.

En matière de lutte contre la pauvreté, un ensemble de dispositifs et de nouvelles méthodes hors normes vont être mis en place. À compter du 1<sup>er</sup> mars 2021, un seuil minimal de dépenses courantes de consommation sera fixé. Les familles vivant de l'agriculture se verront attribuer des parcelles de terre d'une superficie de 100 ares à 1 hectare, selon les possibilités et la spécialisation de chaque district. Il est prévu de décaisser 500 milliards de sum du fonds de solidarité pour l'emploi et les travaux publics pour permettre aux couches défavorisées de la population de travailler. Un nouveau système instituera le triplement des allocations versées aux personnes privées temporairement d'emploi.

En 2021, dans le cadre d'investissements d'un montant total de 23 milliards de dollars, 226 sites industriels et infrastructures majeurs pourront être lancés.

Dans le souci de faciliter les démarches des entrepreneurs, 105 types de licence et d'autorisation vont être annulés et les procédures d'obtention de 115 de ces documents vont être simplifiées. Près de 5 000 actes réglementaires et législatifs régissant l'activité des entreprises doivent être révisés et leur nombre revu à la baisse, et un code des entreprises est en cours d'élaboration.

Grâce à un financement de 1 600 milliards de sum, des infrastructures critiques seront construites dans les zones économiques libres et les zones industrielles de petite taille.

En 2020, il a été établi que la citoyenneté ouzbèke serait attribuée à ceux qui étaient arrivés dans le pays avant 1995, ce qui a donné la possibilité à plus de 50 000 personnes de l'acquérir. Les personnes apatrides qui sont arrivées dans le pays avant 2005 et y résident de manière permanente ont également la possibilité d'acquérir la nationalité ouzbèke, ce qui a donné à 20 000 autres individus la possibilité d'être naturalisés. En outre, une procédure d'attribution de la citoyenneté ouzbèke aux personnes apatrides vivant dans le pays depuis 15 ans est en voie d'introduction.

En 2021 se tiendra à Tachkent la conférence internationale de haut niveau pour la coopération entre l'Asie centrale et l'Asie du Sud. Une autre conférence internationale intitulée « L'Asie centrale au carrefour des civilisations » doit également être organisée conjointement avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, à Khiva.

Les premières mesures concrètes ont été prises pour exécuter le projet de construction d'un corridor de transport trans-afghan, appelé à relier l'Asie centrale à l'océan Indien. Une fois achevée, cette réalisation contribuera à la stabilité et au développement économique durable dans toute la région.

Sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies se tiendront en 2021 les manifestations suivantes : un forum international sur le thème de l'éducation aux droits humains, une conférence mondiale consacrée aux droits de la jeunesse et une conférence régionale sur les questions relatives à la liberté religieuse.

Il a été proposé que le 30 juillet, largement célébré chaque année, conformément à la résolution de l'ONU, en tant que Journée internationale de l'amitié, soit la journée de l'amitié entre les peuples en Ouzbékistan.

Les autorités s'emploient à accélérer les travaux qui sont menés dans le cadre du fonds d'affection spéciale pluripartenaire pour la sécurité humaine dans la région de la mer d'Aral.

Compte tenu des prévisions qui ont été formulées par l'Organisation mondiale de la Santé et un certain nombre d'experts faisant autorité, selon lesquelles la pandémie pourrait exacerber les crises, susciter des tensions sociales, aggraver la misère et d'autres problèmes dans le monde, le Gouvernement ouzbek est déterminé à élaborer un programme étatique pour 2021 et un programme de développement national pour l'après-pandémie.

Le Gouvernement ouzbek, en poursuivant l'ensemble des tâches qu'il s'est fixées, concourt à la réalisation des objectifs arrêtés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 tout en améliorant le bien-être de sa population et en s'attaquant aux problèmes socioéconomiques pressants qui se posent dans le pays.

---